

rencontré le président Diouf du Sénégal, qui est non seulement président de l'Organisation de l'unité africaine, mais aussi le nouveau président de la Conférence islamique et le président de La Francophonie. À la demande du Canada, qui lui a aussi accordé une certaine aide, le président Diouf a réuni d'autres chefs d'État du Tiers monde et a organisé une mission vers l'Iraq. Alors qu'il se trouvait à Paris en route pour Bagdad, il a reçu un appel de Saddam Hussein lui disant qu'il préférerait que la mission soit remise à plus tard, après la visite de James Baker, visite qui, grâce à Saddam Hussein, n'a jamais eu lieu.

Mais le Canada n'en est pas resté là. Le président Traoré du Mali coprésidait le Sommet mondial pour l'enfance avec le Canada. À la suite de conversations entre le Premier ministre du Canada et le président Traoré, ce dernier a envoyé son ministre des Affaires étrangères à Bagdad pour voir s'il pourrait y avoir des progrès. À son retour, celui-ci a fait rapport à ma collègue, la ministre associée de la Défense nationale, qui se trouvait là à Noël, et à d'autres hauts fonctionnaires, pour voir s'il y avait des progrès. Et nous avons fait de nombreuses autres démarches encore, par l'entremise du Commonwealth, de La Francophonie et d'autres relations du Tiers monde, conscients qu'il nous fallait faire tout ce qui était possible pour tenter de persuader Saddam Hussein de la gravité de cette question et de la ferme détermination du monde.

Quatrièmement, en ce qui concerne le maintien de la paix, il est possible que la présence de certaines forces de maintien de la paix s'avère nécessaire si nous réussissons à obtenir le retrait des forces iraqiennes. Il vaudrait mieux qu'elles soient en majorité arabes, mais il est évident qu'on aurait aussi besoin du type de connaissances et d'expérience que le Canada possède au plus au point. Les dirigeants égyptiens ont soulevé cette question avec nous, et ma collègue, la ministre associée, en a discuté pendant qu'elle se trouvait dans la région. C'était aussi l'un des éléments de l'offre présentée aux Nations Unies par le Premier ministre dans la lettre que j'ai remise l'autre soir.

Cinquièmement, pour ce qui est d'une solution arabe, en laquelle de nombreuses personnes ont cru durant une bonne partie de la crise, parce qu'elles estimaient que d'autres solutions ne fonctionneraient peut-être pas, le Canada a adopté une attitude énergique pour tenter d'inciter les dirigeants arabes à oeuvrer en ce sens, et à travailler de concert. À notre avis, il s'agissait entre autres d'essayer de surmonter, dans la pratique, les divergences qui séparaient le roi Hussein de la Jordanie d'autres dirigeants arabes, parce que le roi et son pays ont une importance fondamentale dans la région. Il aurait été préférable que ces nations oeuvrent à l'unisson plutôt que d'être en désaccord.